

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

22<sup>ème</sup> année - N° 4008 - Mercredi 24 Novembre 2021 - Prix : 200 Fc

1<sup>ER</sup> ÉDITION JUNIOR CODE :

## L'équipe CodEMB sort gagnant



SYSTÈME BANCAIRE

### La Banque centrale se dote d'un nouveau logiciel de supervision

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 21 au 25 Novembre 2021**

Lever du soleil:  
**05h 30mn**  
Coucher du soleil:  
**18h 14mn**

Fajr : **04h 18mn**  
Dhouhr : **11h 56mn**  
Ansr : **15h 29mn**  
Maghrib : **18h 17mn**  
Incha : **19h 31mn**





SANTÉ PUBLIQUE

# Eviter l'introduction dans le pays de certaines maladies d'origine végétale

Une formation de 10 jours axée sur l'analyse des risques phytosanitaires a débuté mardi à Fomboni. Le but est de sensibiliser les participants sur les impacts aux échanges des végétaux à travers le monde. Une manière d'assurer la sécurité alimentaire à la population.



Organisée dans le cadre du projet SADEC, cette formation a vu la participation des agents de l'Institut national de recherche appliquée (INRAP), les agents des différents CRDE (Centres ruraux du développement économique) ainsi que ceux des organisations OPA. Cette formation est exécutée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, sous financement de l'Union Européenne. L'objectif est de former ces agents dans le cadre des maladies intégrées, ainsi que la contamination de plusieurs espèces végétaux nuisibles pour tout être humain.

« Les échanges de végétaux à travers le monde sont une voie privilégiée de dissémination des ravageurs et maladies, transportés par ces végétaux, puis susceptibles de s'installer dans de nouvelles zones géographiques et d'y causer des dégâts importants, y compris sur de nouveaux hôtes » prévient Wardi Abdourohim Mzé, le formateur. Et lui de poursuivre « l'analyse du risque phytosanitaire est un processus qui consiste à protéger les ressources végétales dans le pays, en

luttant contre les maladies d'une manière scientifique ».

Plusieurs conventions, selon lui, ont été signées entre le gouvernement comorien et des ONG internationales en matière de lutte contre les maladies importées à travers les végétaux. « Des échanges commerciaux s'effectuent actuellement entre les Comores et le reste du monde » fait-il remarquer. Malgré cette forte croissance économique, certaines maladies, dit-il, s'introdui-

sent aux Comores par l'importation des produits végétaux.

Des formations comme celle-ci, selon les organisateurs, sont nécessaires pour la protection de la population dans la mesure où elles entrent dans le cadre de la protection des espèces végétales. Une manière de garantir la protection alimentaire de la population comorienne et celle de Mohéli en particulier.

Riwad

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Saïd Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Saïd Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riwad  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Saïd Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

ÉTUDE DE MAÎTRE  
 KASSIM AHAMADA  
 Huissier De Justice à Moroni  
 Immeuble Ridjali, Dar Saanda  
 TEL : (+269) 337 77 87  
 Rép. N° 107/HJM / 2021

**UNION DES COMORES**  
 Unité - Solidarité - Développement

**PUBLICITE DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES**

L'an Deux Mil Vingt-Un  
 Et le 24 novembre

**EN EXECUTION DE :**

L'arrêt n°35/20 du 03 décembre 2020, rendue par la Cour d'appel de Moroni, statuant en matière de référé d'appel pour l'affaire opposant Madame Shamsa AMINI MOUMINI, née le 19 décembre 1980 à Mutsamudu Anjouan et demeurant à Moroni ayant pour conseil Maître Idrisse MZE MOGNE, Avocat à la Cour, créancière, contre la Société EXIM BANK Comores dont le siège Social est à Moroni Place de France, débitrice, revêtu de la formule exécutoire le 03 février 2021 ;

Maître Kassim AHAMADA, Huissier de justice à Moroni, Dar Saanda, Immeuble Ridjali, procédera à une vente aux enchères publiques d'une voiture :

- Marque TOYOTA HILUX de matricule 298 AY 73



**DATE DE LA VENTE :** Le lundi 09 décembre 2021

**LIEU DE LA VENTE :** Moroni Place Ajao

**HEURE :** 10h30min



**AVIS DE CONVOCATION**

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores (BIC-COMORES) sont convoqués en

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**LE JEUDI 9 DECEMBRE 2021 A 11 HEURES**

**à la salle de conférence de la BIC-COMORES Siège Social**

**MORONI – Union des Comores**

à l'effet de délibérer sur l'Ordre du Jour suivant :

- I. Augmentation du Capital Social de la Banque Pour l'Industrie et le Commerce-Comores (BIC-COMORES)
- II. Rapport des Commissaires aux Comptes
- III. Texte des Résolutions.

Toute la documentation relative à l'Assemblée Générale Extraordinaire et prescrite par la loi est tenue à la disposition des actionnaires également au siège de la BIC-COMORES à Moroni et à Mutsamudu.

**Le Président du Conseil d'Administration  
 de la BIC-COMORES**





## SYSTEME BANCAIRE

## La Banque centrale se dote d'un nouveau logiciel de supervision

*Dans le cadre de la modernisation des outils destinés à renforcer dans le pays, la Banque Centrale des Comores (BCC) vient d'acquérir un logiciel de supervision développé par les banques centrales au profit des banques centrales. Ce dernier est conçu pour sécuriser et fiabiliser les données transmises à la banque centrale par les établissements bancaires et financiers.*



La banque centrale vient d'acquérir un logiciel de supervision développé par les banques centrales au profit des banques centrales. Une formation sur les utilisateurs externes à savoir les banques, les mutuelles, et les sociétés de transferts du logiciel BSA (Bank supervision application) a eu lieu ce mardi à la Banque Centrale des Comores. Ce logiciel est conçu pour sécuriser et fiabiliser

les données transmises à la banque centrale par les établissements bancaires et financiers. « La banque centrale communiquait avec les établissements via le format papier. Aujourd'hui les banques centrales modernes utilisent le système,

informatisé, automatisé. Cela fait déjà 2 ans que le gouverneur nous a chargé de trouver un logiciel de supervision. Nous avons fait le tour de la région, il y a des logiciels commerciaux et nous avons fait le choix de prendre un logiciel de

supervision développé par les banques centrales au profit des banques centrales. C'est pourquoi aujourd'hui on a invité les banques commerciales et les institutions de micro-finance et les sociétés financières à venir bénéficier d'une formation du logiciel qui s'appelle BSA », explique Fahar El Dine Mohamed, directeur de la surveillance des BEF et de la réglementation à la BCC.

Ce projet BSA a été lancé en 1997 par le forum IT SADC, un sous-comité des gouverneurs des banques centrales avec l'objectif d'harmonisation de la supervision bancaire dans la région, l'amélioration de l'efficacité et de la qualité de la production dans la supervision bancaire dans la région, en conformité avec les principes de Bale. « Le travail en tant que superviseur est d'analyser les données transmises par les établissements finan-

ciers et de faire des contrôles sur place. C'est un outil qui va nous permettre d'améliorer notre façon de travailler », poursuit-il.

La banque centrale des Comores est le 17e membre à rejoindre cette grande famille composée des banques centrales des pays de la sous-région, comme le Kenya, Madagascar, Djibouti, Congo, Ethiopie, Mozambique mais également d'autres banques centrales des pays d'Amérique comme Haïti et d'Asie tel le Timor. Le bureau d'appui de BSA, qui s'appelle BSO est situé à la banco de Mozambique, la banque centrale de la République du Mozambique, responsable pour le développement, l'entretien et qui fournit un support de deuxième niveau pour les utilisateurs du logiciel BSA.

Andjouza Abouheir

## FERMETURE DES RESTAURANTS-BARS

## Les gérants en règle montent au créneau

*L'opération coup de poing est un coup de fouet en plein visage pour les propriétaires des débits de boisson alcoolisée. Les gérants qui sont en conformité avec la loi se retrouvent aujourd'hui en difficulté, avec un manque à gagner énorme, sachant qu'aucune indemnisation n'est mentionnée par les autorités, ni une date prévue pour la réouverture.*

Cette affaire a provoqué un tollé dans les réseaux sociaux et chez les gérants, estimant que l'opération menée la semaine dernière par la police nationale est un vrai coup de massue pour l'économie de certains. Aucune justification n'est encore donnée, à part la lutte contre la délinquance juvénile. Une situation difficile pour les

restaurateurs-bars qui sont en règle avec des dettes à payer. « On ne nous a même pas alerté pourtant je suis en règle. En une année, je paie un million pour la licence, 15.000 KMF de carte commerciale, 75.000 KMF de droit de bail et 140.000 KMF deux fois pour la TP et la patente. Donc on me prive de vendre alors que je suis en règle », s'étonne le gérant de Med Resto. Sans préavis, ces restaurateurs peinent à payer leur dettes auprès de leurs fournisseurs.

Le propriétaire de Med Resto n'arrive toujours pas à comprendre cette situation. « J'étais obligé ce jour-là, de jeter la nourriture qui était déjà préparée pour mes clients. Les clients étaient en train de manger et on était contraint de tout jeter sans explication. Mais après vérifi-



cation, pourquoi nous devons attendre. Le jour où j'ai ouvert mon restaurant, un agent est venu inspecter les lieux avant l'ouverture. On nous a parlé de contrôle, à ma connaissance ce sont les agents des impôts

qui devront s'en charger, explique-t-il. « Après cette opération, chaque jour, je perds à peu près dans les 200.000 Kmf. Vont-ils me rembourser », s'interroge-t-il. Si l'objectif était la lutte contre la délinquance,

fallait-il procéder de cette manière ?

4 jours de fermeture, un comptoir condamné et des salariés à l'arrêt ou en chômage technique, c'est un coup dur pour la plupart de ces entrepreneurs. Un autre gérant de bars n'arrive pas à avaler cette situation. « En une journée, je perds 300.000 KMF. Vont-ils m'indemniser, s'interroge-t-il. Je suis victime dans cette affaire ». En conférence de presse lundi 22 novembre dernier, la police a juré de mener jusqu'au bout cette mission afin de mettre de l'ordre dans certains quartiers périphériques de la capitale, où les débits de boisson alcoolisée poussent comme des champignons, avec comme conséquence la montée de la délinquance et des actes de banditisme.

Andjouza Abouheir

## CONSOMMATION

## Fin du déchargement du riz Onicor à Anjouan



*Depuis jeudi, l'Office National d'Importation et de Commercialisation du Riz (Onicor) a commencé le dépotage du riz au port de Mutsamudu. Hier mardi, le dépotage est terminé il ne reste que les compléments.*

En cette période de crise économique, les comoriens se sont rués vers le riz ordinaire. Dans notre dernière édition, nous avons titré que le riz était introuvable à Anjouan. Et ce mardi, on apprend que le dépotage commencé depuis jeudi est presque fini. Le riz se trouve dans les magasins. L'Onicor a commandé 150 conteneurs soit 4050 tonnes de riz prêt à

être distribué dans les magasins. « En cette période de crise, on ne voit ni la farine, ni le blé, ni le maïs. Le comorien mange moins de pain. Et maintenant le consommateur se tourne vers le riz », avance Aboudou Miroïdi, le directeur général de l'Onicor. Pour pouvoir gérer cet afflux, le directeur commande deux cargaisons de 8100 tonnes par mois. « Nous voulons tout faire pour aider le comorien à manger à sa faim. Nous savons que le riz est l'aliment de base pour les comoriens et on n'a pas droit à l'erreur », assure-t-il.

En ce qui concerne le prix, le patron de la société d'Etat rappelle que le prix au détaillant est de 7000 FC et que c'est toujours à ce prix

qu'il se vend. « S'il y a des gens qui profite de la situation pour augmenter le prix du sac de riz, on ne va pas le tolérer », prévient-il, tout en appelant les services de contrôle des prix à jouer leur rôle.

« Dans le passé, j'ai retiré des agréments pour des personnes qui avaient revu à la hausse le prix du sac du riz. Je ne peux pas le faire à chaque fois. Il y a des services habilités pour le faire. Et aujourd'hui, on oblige les gens à afficher le prix dans les sacs », ajoute-t-il. Pour cette première cargaison du mois, l'île d'Anjouan a reçu 60 conteneurs de riz et 90 conteneurs pour Ngazidja.

Nabil Jaffar



## ENTREPRENARIAT

# Fatihoudine, un militant CRC abandonne la politique pour la culture d'ananas

48 ans, père de 7 enfants, natif de Djoiezi à Mohéli, Fatihoudine Said était l'un des jeunes défenseurs du parti CRC à Djoiezi depuis 2001. Il a abandonné la scène politique depuis 4 ans pour se lancer dans la culture d'ananas. Aujourd'hui, il est l'un des principaux producteurs d'ananas de l'île. Il a accepté de répondre à nos questions.

**Question: pourquoi cet abandon total de la politique au profit de la culture d'ananas?**

**Fatihoudine Said:** Après des longues années où j'étais engagé à défendre le régime Azali depuis 2001 jusqu'à 2016 puis 2018, j'ai constaté qu'on m'utilisait pour rien car je ne gagnais presque rien. C'est à partir de 2018 que j'ai abandonné la scène politique pour m'investir dans l'agriculture en

cultivant des ananas. Et Dieu merci je suis parmi les grands cultivateurs d'ananas à Mohéli.

**Question: Comment avez-vous fait ?**

**Fatihoudine Said :** Mon champs est situé à Mbambani, ancien site historique où une minorité de djoieziens vivait aux années 40, devenus des nos jours, des terres agricoles. Il couvre presque 2 ha, j'ai pris 1/3 de cette parcelle pour planter des ananas. Durant ces 3 années de travail je possède plusieurs qualités de semences d'ananas donnant une variété de fruits. Donc par saison j'arrive à avoir jusqu'à 500 000 fc en vendant seulement les ananas. Pour les boutures je n'ai jamais comptabilisé le revenu car beaucoup de gens me les prennent gratuitement. Mais en moyenne je vends entre 200 à 300 fc la boutu-



re.

**Question: quelles sont les contraintes que vous avez rencontrées dans cette entreprise?**

**Fatihoudine Said:** C'est le tra-

jet entre le lieu du travail et la route principale. C'est un peu loin avec une pente très abrupte. Parfois j'arrive à transporter entre 50 à 60 ananas de mon champ jusqu'à la route principale, et prendre

une moto pour descendre en ville. Beaucoup d'ananas pourrissent sur le champ par manque de moyens de transport. Je pourrais payer des gens pour venir me le porter jusqu'à la route nationale mais personne n'accepte.

**Question: Quel conseil donneriez-vous aux jeunes comme toi ?**

**Fatihoudine Said:** Il y a de l'argent dans l'agriculture. C'est un métier qui demande trop de sacrifice et d'énergie mais les résultats sont toujours encourageants. Donc j'appelle les jeunes à se lancer dans l'agriculture. Peu importe le type de culture, mais tout ce qui est en rapport avec le sol est une richesse car la terre ne trahit pas.

Riwad

## HABARI ZA UDUNGA

## Les vrais discours, ce sont des non-dits

Beaucoup de nos cadres et autres porte-mallette, ont le plus grand mal à se retrouver dans les dédales sans fin des traditions des îles de la lune. Et quand l'on parle de traditions, on a encore un mal fou à définir les contours et les limites. Entre ceux qui combattent bec et ongles le grand mirage, pardon, mariage, et ceux qui se disent partisans d'une modernité, il y a la grande masse qui ne sait pas où donner de la tête.

En vérité les cadres sont désenchantés et désabusés car ils naviguent en dehors de toute considération éthique ou philosophique. Le microcosme politique a cassé tous les systèmes de navigation et chacun pilote à vue. Il y a une absence inquiétante de répondant du corps social face à

des maux qui exigeraient un véritable sursaut dans le vrai sens du terme. L'apparition des navigateurs de la politique est l'une des conséquences directes du chacun pour soi.

On peut donc se demander, quel est le ressort qui est cassé, pour nous rendre amorphes, face à des situations passablement compliquées pour ne pas dire autre chose. Un des multiples grands leaders du microcosme sous les cocotiers, disait dans nos colonnes, qu'il faudrait psychanalyser le pays et la communauté internationale dans leur ensemble. Certains aimeraient connaître les résultats de leur propre séance de psychanalyse. Cela pourrait décider les uns et les autres à s'y adonner, pour le bien-être du pays. On ne sait jamais !

Dans la réalité, le pays n'est jamais sorti de la logique des sultans batailleurs. Une logique de pouvoir pour le pouvoir qu'autre chose. Le pouvoir est devenu en quelque sorte, grand mariage. Il faut que chacun y passe et reçoive le turban sur la tête et soit sultan à la place du sultan, le temps qu'un autre vienne y prendre la place.

Les discours pompeux récités ici ou là, n'ont qu'une valeur symbolique et sont destinés essentielle-

ment à usage externe. Les vrais discours, ce sont des non-dits que les spécialistes savent décoder et tirer les dividendes le moment venu.

Dans les îles de la lune, en plus du nombrilisme aigüe, qui nous fait croire que nous sommes au centre du monde, il nous faut malheureusement ajouter cette politique politicienne qui est devenue une véritable maladie que certains appellent la « politite ».

Elle semble être devenue endémique, comme le palu qui est en nous. Son éradication est problématique. Que faire ? Le débat est ouvert et vous avez la parole ? Mais surtout, n'oubliez jamais que le temps est loin d'être illimité, malgré ce que nous croyons, dans les îles de la lune.

Mmagaza

### Numéros utiles

#### Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

#### Gendarmerie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

#### Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

#### Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

#### HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

#### Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

#### Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

#### Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 7673 43 43  
Meck: 773 36 40

#### MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



Financement de la BM : Crédit-65290 ; Don No. D549-KM

**SIGNATURE DE CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE AVEC le Groupement EGIS WATER ET MARITIME - BECECO**

Marché/Contrat en Référence 2020-004-UGP-ATPC

Appel à manifestation d'intérêt publié sur :

ALWATWAN N°4023 du 01 octobre 2020 et N°4026 du 06 octobre 2020  
LAGAZETTEN°3726 du 01 octobre 2020 et N°3731 du 08 octobre 2020  
UN Développent Business undb@worldbank.org le 02 octobre 2020

Le Projet de Relèvement Post-Kenneth a signé marché de prestation de service avec le Groupement Egis Water et Maritime - BECECO dont le chef de fil est Egis Water et Maritime, de nationalité Française et Comoriennedans le Cadre de mise en œuvre du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience pour « faire le diagnostic générale de l'érosion côtière et de la submersion marine sur le littoral Comorien,

d'élaborer un plan d'action de mesures et travaux, de faire une identification de scénarios d'aménagements sur quelques-unes des zones les plus vulnérables et un avant-projet des solutions et préparations de la maîtrise d'œuvre des travaux côtier ». Le Contrat a été signé le 19 novembre 2021 et publié sur STEP le 23 novembre 2021 pour une période d'exécution de dix (10) mois au maximum.



## 1ER ÉDITION JUNIOR CODE :

## L'équipe CodEMB sort gagnant

Parce que les jeunes sont un moteur de la transition numérique dans le monde, l'Actic a organisé la première édition « junior code » dans le cadre de la semaine du salon de l'économie numérique. 5 groupes composés de 20 élèves de l'école de Moroni et de Ouellah dans le nord de Mitsamiouli ont été conviés à présenter un site web d'une demande de préinscription d'une école imaginaire. Les jeunes de CodEMB ont remporté cette première victoire avec 68%.

Les lycéens de l'équipe CodEMB, de l'école Mouigni Baraka sont sortis

vainqueurs de la première édition « junior Code ». Tenu dimanche 21 novembre dernier à Comor'Lab, cinq groupes ont été conviés à développer un site web d'une école imaginaire dénommé «Msomo» en seulement 6 heures. Au total une vingtaine de lycéens âgés de 16 à 18 ans ont pris part à cet événement qui fut selon les organisateurs une première satisfaction, en marge de la journée internationale des enfants et du salon de l'économie numérique. De nombreux jeunes promoteurs sont repérés lors de cette compétition.

Le président de l'Actic Hamidou Mhoma a souligné que cette première édition est le fruit

d'un an de formation des lycéens, initiés par les volontaires de l'Actic. « L'avenir du numérique comorien passe par les plus jeunes. Nous nous sommes donnés pour mission de les initier au code. Les formations ont été dispensées dans les îles d'Anjouan, Mohéli et Grande-Comore », montre-t-il, avant de poursuivre que « cette année dans le cadre du salon du numérique, nous avons organisé cette première édition uniquement en Grande Comore, nous espérons l'étendre sur l'ensemble du territoire dès l'année prochaine ».

Dans un contexte de Covid, il était important de limiter les flux des parents pour les inscriptions ou

réinscriptions de leurs enfants. Il fallait présenter l'école, les différentes classes, permettre de s'inscrire via un formulaire ou encore de pouvoir contacter l'établissement par email. Pour cette première édition, les 5 équipes participantes ont su relever le défi imposé par les 5 coaches volontaires de l'Actic.

Sourire aux lèvres, un lycéen de Mougni Baraka est fier que son groupe ait remporté le concours avec 68% des critères du jury. « Cet événement nous a permis de mettre en valeur nos compétences et cela démontre que dans un futur très proche, l'informatique pourra prendre une ascension exponentielle du numérique aux Comores »,

dit-il.

La défaite n'arrête pas le succès. Pour Anais Mohamed Moissuli, élève en terminale C, ce fut une belle expérience qui apportera ses fruits dans le futur. « Le temps était restreint mais nous avons fait de notre mieux. Tout ne s'arrête pas là, j'aspire à devenir informaticienne experte surtout dans la robotique, car c'est un métier d'avenir. J'aimerais faire des Comores, un pays de référence en informatique », projette-t-elle.

Andjouza Abouheir

## PLANIFICATION DE L'ESPACE MARIN ET MARITIME

## Se familiariser avec l'espace bleu pour un développement économique durable

Plusieurs acteurs du changement socio-économique sont en réflexion pour doter le pays d'un tableau de planification spatiale marine et maritime. Il s'agit d'un tout nouveau concept que les autorités du pays s'efforcent d'étudier tous les aspects stratégiques pour éviter que cette nouvelle pratique ait des effets négatifs directs sur les ressources naturelles du pays mais qu'il soit un véritable succès pour l'économie.

Des réflexions pour doter le pays d'une expertise dans le domaine marin et maritime ont débuté hier mardi pour s'achever le 25 novembre prochain. L'objectif est grandiose car il consiste à prendre la mer comme un parfait allié pour aller vers une économie durable. « La mer dispose d'une très grande quantité de richesses naturelles que le pays peut utiliser pour consolider son économie tels que

les matières de l'économie bleue », lance le commissaire national au plan, Fouad Goulam. Ce dernier montre que le principe des réflexions va s'orienter sur les aspects stratégiques qui constituent le premier palier vers un développement d'une expertise locale en vue d'une participation efficace et efficiente au processus de planification des espaces marins et maritimes. « La présence des participants témoigne le dévouement, l'implication et l'attachement aux engagements pris aux services du développement du pays, conformément à la vision du chef de l'Etat de faire des Comores, un pays Émergent à l'horizon 2030 », poursuit-il.

La planification spatiale marine et maritime fait partie des fonctions clés du gouvernement. C'est dans ce sens que le processus permettra au pays d'élaborer des plans, pour orienter le développement socio-économique durable, et garantir que ce dernier n'ait pas

d'impact négatif direct sur les ressources naturelles. « L'émergence ne peut se concrétiser sans nous tous, les acteurs du changement que l'on soit de la partie nationale, des organisations de la société civile ou du secteur privé. Nous ne pouvons que nous encourager naturellement à persévérer dans les bonnes pratiques », avance-t-il.

Ainsi cette autorité décrit que la capacité de nos institutions à concevoir le processus est actuellement limitée. Ce qui suppose une appropriation méticuleuse des outils de conception et de mise en œuvre de la planification spatiale alignée bien évidemment aux pratiques et plans nationaux tout en tenant compte des ODD et de l'agenda 2063. « Pour cela, cet enga-

gement pour un changement pragmatique nécessite que nous travaillions en synergie afin de s'assurer que la planification suit un processus approprié qui contribuera au développement durable ainsi qu'à la biodiversité dans ses domaines prioritaires », conclut-il.

Kamal Gamal



EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN COORDINATEUR DE PROJET ANJOUAN/ MOHÉLI- FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION

**Intitulé du poste : Coordinateur de projet pour Anjouan et Mohéli**

**Pays :** Union des Comores – Anjouan avec déplacements fréquents à Mohéli

**Nombre de jours / durée de la mission :** 12mois (renouvelable jusqu'à 40 mois)

**Date limite de réponse :** 5/12/2021

**Description du projet :**

Le présent recrutement s'effectue dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Komor Initiative » en Union des Comores. L'objectif général de Komor Initiative est de stimuler l'accès à l'emploi des jeunes comoriens et comoriennes en renforçant leurs capacités via la modernisation du dispositif de formation socio-professionnelle et la structuration des dispositifs d'insertion.

**Description du poste :**

Le/la Coordinateur/trice du projet à Anjouan et Mohéli sera placé.e au sein de l'équipe projet Komor Initiative. Sous la supervision de la Cheffe de projet, il/elle la représente à Anjouan et Mohéli et entretient un dialogue permanent avec les autorités territoriales et les partenaires publics et privés du projet.

Il/elle coordonnera la mise en œuvre du projet Komor Initiative dans les deux îles, dans le respect des objectifs qualitatifs et quantitatifs du Projet et dans le respect des obligations contractuelles entre Expertise France et l'Agence Française de Développement (AFD), en assurant la gestion et le suivi technique et financier du projet à Anjouan et Mohéli notamment.

**Profil recherché**

• Diplôme universitaire/de l'enseignement supérieur (master ou équivalent) en Gestion de projet / Coopération internationale / Sciences politiques ou équivalent.

• 10ans minimum d'expérience professionnelle en matière de pilotage stratégique, coordination et gestion opérationnelle de projets.

**Documents à fournir :**

- CV en français + Lettre de motivation  
- 2 références professionnelles (nom, prénom, fonction, coordonnées email et téléphone)

**Pour plus d'information, les candidats intéressés sont invités à :**

1. Consulter l'offre complète sur [www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr) ou sur la page suivante <https://bit.ly/3BXCcme>

2. Envoyer CV + Lettre de motivation à l'adresse [rh.comores@expertisefrance.fr](mailto:rh.comores@expertisefrance.fr) avec pour objet « **Candidature Coordinateur/trice Anjouan-Mohéli - projet Komor Initiative** »

**ATTENTION : tout dossier incomplet ne sera pas traité**





## MUSIQUE

# Fahid Le Bled'art sort son EP baptisé "Tsi nawe"

Après 655 jours, la star de la première édition du concours Nyora, Fahid le Bled'art sort son Extended-play (Ep) intitulé "Tsi nawe" avec cinq titres. Ce dernier devait porter 7 titres selon les accords retenus pour le gagnant du concours Nyora mais l'artiste dit avoir fait un choix sur cinq titres pour ménager un intérêt sur un prévisible album qui devrait consolider beaucoup plus sa popularité.

Après avoir gagné la première édition du concours Nyora, Fahid le Bled'art s'est vu promettre par l'organisateur du concours (Comores Télécom) un enregistrement gratuit d'un Extended-play (Ep) de 7 titres puis une tournée sur l'ensemble des îles. Après une année, la star de l'émission vient de sortir son Ep mais avec 5 titres. Interrogé au sujet de cette parution incomplète, l'artiste répond sur un choix personnel. « Certes, l'Ep de 7 titres est l'accord convenu. Mais la sortie d'un Ep de 5 titres n'explique pas un manquement d'obligation de la part de Comores

Télécom ni un échec artistique. Car j'ai composé jusqu'à 8 titres. L'un d'eux est sorti dans le projet Mpwitaka (Zini Somo). Toutefois j'évolue dans un label (Twamaya House) donc je travaille en équipe. On échange et on partage des idées puis voilà j'ai opté sur un Ep de 5 titres ».

Ce dernier annonce l'idée de produire dans l'avenir un album pour lequel le soutien de son label et le consentement de son talent sont très importants pour consolider beaucoup plus sa popularité. « Pour le moment, on parle d'un EP mais pas d'un album. Donc le nombre de titres, n'est pas important bien que cela compte parmi les promesses faites dans Nyora. Mais le rêve de sortir un album dans un futur proche m'anime. Toutefois les préparatifs nécessaires pour un tel projet, m'abstiennent de déterminer une date », avance-t-il pour rassurer ses fans.

Dans cet entretien, l'artiste natif de Vouvouni ne s'est pas empêché de confier ses émotions et son inspiration concernant la sortie de son Ep qui n'a que cinq jours depuis sa sortie. « A part le



label Twamaya House, j'ai eu la chance de travailler sur ce projet, avec des chanteurs et compositeurs tels que Farid Youssouf. C'est lui d'ailleurs l'auteur du texte de mon single MBETSA. C'est un

titre très représentatif de mon EP. Car il y'a des chansons qui évoquent le plaisir, l'amour comme ceux qui expriment le chagrin d'amour. Surtout la plupart des titres expriment ce chagrin d'amour d'où le titre "TSI NAWE" (le mal de vivre sans toi) », précise-t-il.

Ainsi la jeune star qui a déjà conquis un bon nombre de fans lors de ses prestations musicales dans Nyora, veut poursuivre sa conquête à travers son talent approuvé dans tous les styles musicaux. « TSI NAWE est un mélange de rythme musical et des thèmes très émouvants. 2 titres sont composés en mode twarab et 3 autres titres composé en mode slow. En tout cas, j'ai essayé de mettre tous les soins artistiques qui m'étaient nécessaires pour plaire encore plus aux publics. En toute circonstance, c'est une œuvre achevée et je sais que tout le monde ne pourra jamais la critiquer sous le même angle », conclut-il.

**Kamal Gamal**



## DEMANDE DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

en vue de la sélection d'une firme ou d'un cabinet (service de consultants) pour un « contrat de service Communication & Visibilité du projet SWIOFish2-Régional »

Pays : **MAURICE – Océan Indien**

Nom du projet : **SECOND SOUTH-WEST INDIAN OCEAN FISHERIES GOVERNANCE AND SHARED GROWTH PROJECT (SWIOFish2)**

N° de prêt/n° de crédit/n° de don : **IDA-Grant Number D1720**

Titre de la mission : **Contrat de service pour la communication et la visibilité du projet SWIOFish2**

N° de référence **SW2/Y4-C025**

1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un financement de la Banque mondiale pour couvrir le coût du SECOND SOUTH-WEST INDIAN OCEAN FISHERIES GOVERNANCE AND SHARED GROWTH PROJECT (SWIOFish2) – Projet Régional et a l'intention d'affecter une partie du montant de financement à des services de consultant.

2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent le contrat de service pour la communication et la visibilité du projet SWIOFish2, qui se déroulera à distance entre décembre 2021 et juin 2023 avec possibilité de missions sur les sites du projet (Cabo Verde, Guinée Bissau, São Tomé & Príncipe, Comores, Maurice, Madagascar, Maldives et Seychelles).

La mission du Consultant est de concevoir et développer la stratégie de communication et de visibilité du projet SWIOFish2 et d'assister le projet dans les produits liés à la communication, en particulier sur les activités de base (i) l'appui à la coordination entre les États insulaires en développement d'Afrique et de l'océan Indien (AIODIS) ; (ii) l'appui à la Fédération des Pêcheurs Artisans de l'Océan Indien nouvellement créée, FPAOI (Fédération des Pêcheurs Artisans de l'Océan Indien). Une version provisoire des termes de référence est disponible avec ce lien <https://www.commissionoceanindien.org/sw2-y4-c025/>

3. La Commission de l'océan Indien (COI) invite maintenant les consultants (firmes ou cabinets) éligibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères de présélection du consultant sont les suivants : • être une personne morale légalement constituée et enregistrée ; • ayant d'expérience

pertinente dans la communication avec les parties prenantes dans la région de l'océan Indien occidental. Une expérience dans les pays AIODIS Atlantique serait un atout ; • être doté de réseaux solides avec des entreprises du secteur privé opérant dans AIODIS seront un avantage ; • possédant un portefeuille créatif et innovant (démonstré par des exemples de produits de travail).

4. L'attention des consultants intéressés est attirée sur le paragraphe 1.9 des Directives de la Banque mondiale : Sélection et emploi de Consultants dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA par les emprunteurs de la Banque mondiale édition janvier 2011 révisée en juillet 2014 (« Directives des consultants »), énonçant la politique de la Banque mondiale sur les conflits d'intérêts.

5. Les consultants peuvent s'associer avec d'autres entreprises sous la forme d'une coentreprise ou d'un sous-traitant afin d'améliorer leurs qualifications.

6. Un Consultant sera sélectionné conformément à la méthode « Sélection fondée sur les qualifications des consultants (QC) » énoncée dans les Directives du Consultant.

7. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous.

8. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées par email aux adresses ci-dessous avant le **Mercredi 8 décembre 2021 à 16h30 (heure mauricienne UTC+4)** :

**E-mail** : [innocent.miada@coi-ioc.org](mailto:innocent.miada@coi-ioc.org) et [njiva.r@coi-ioc.org](mailto:njiva.r@coi-ioc.org)

**Référence** : " (SW2/Y4-C025) Service contract for Communication & Visibility of the SWIOFish2 project "